



CHAPITRE 48

Loi modifiant le Code municipal

(Sanctionnée le 23 juin 1943)

CHAPTER 48

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to, the 23rd of June, 1943]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

C. M.,
a. 389a,
remp.

1. L'article 389a du Code municipal, édicté par l'article 18 de la loi 19 George V, chapitre 88, est remplacé par le suivant:

1. Article 389a of the Municipal Code, M. C., as enacted by the act 19 George V, chapter 88, section 18, is replaced by the following: *replaced.*

Approba-
tion par-
tielle.

"389a. Il est loisible au ministre des affaires municipales ou au lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, lorsqu'un règlement est soumis à leur approbation, de n'approuver ce règlement que pour partie.

"389a. The Minister of Municipal Affairs or the Lieutenant-Governor in Council, as the case may be, when a by-law is submitted for his approval, may approve such by-law in part only. *Partial approval.*

Modifica-
tion.

Nonobstant les dispositions de l'article 369, le ministre des affaires municipales ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, peuvent modifier un règlement soumis à leur approbation, à la demande formulée par simple résolution du conseil qui a passé le règlement et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires, pourvu que les modifications n'aient pas pour effet d'augmenter les charges des contribuables ni de changer l'objet du règlement."

Notwithstanding the provisions of article 369, the Minister of Municipal Affairs or the Lieutenant-Governor in Council, as the case may be, may amend a by-law submitted for his approval, on the request, made by mere resolution, of the council which passed the by-law, and without it being necessary to obtain the approval of the electors who are property-owners, provided that the changes have not the effect of increasing the charges upon the ratepayers, nor of changing the object of the by-law." *Amendment.*

C. M.,
a. 408,
am.

2. L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 10 George V, chapitre 82, l'article 25 de la loi 11 George V, chapitre 48, l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 69, l'article 11 de la loi 17 George V, chapitre 74, l'article 14 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 15 de la loi 20 George V, chapitre 103, l'article 6

2. Article 408 of the said Code, as M.C., amended by the acts 10 George V, chapter art. 408, 82, section 2; 11 George V, chapter 48, section 25; 16 George V, chapter 69, section 1; 17 George V, chapter 74, section 11; 18 George V, chapter 94, section 14; 20 George V, chapter 103, section 15; 21 George V, chapter 114, section 6; 21

de la loi 21 George V, chapitre 114, l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 116, l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 103, l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 85, l'article 2 de la loi 25-26 George V, chapitre 24, l'article 5 de la loi 25-26 George V, chapitre 108, les articles 1 et 2 de la loi 1 George VI, chapitre 100, et l'article 14 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est de nouveau modifié en y ajoutant après l'alinéa "d" du paragraphe 3, l'alinéa suivant:

Approba-
tion de la
Régie.

"e. L'approbation de la Régie des services publics peut être substituée aux formalités requises par le présent paragraphe 3 dans le cas d'un règlement ayant pour objet de modifier le taux de la compensation pour l'eau ou pour le service d'égout, si ce règlement en ordonne ainsi."

C.M.,
a. 484a,
aj.

3. Ledit code est modifié en insérant après l'article 484 le suivant:

Gardes-
neige.

"484a. L'inspecteur municipal peut, dans tous les cas où il juge la chose nécessaire, autoriser l'installation de gardes-neige le long des chemins d'hiver et sur les terrains adjacents, mais à des endroits appropriés et de façon à ne pas causer de dommages et à éviter autant que possible tout inconvenient aux propriétaires ou occupants de ces terrains. Dans aucun cas, il ne peut se placer de garde-neige devant les maisons ou autres bâtiments, ni devant les cours, passages ou chemins de sortie de ces terrains."

C. M.,
a. 654,
am.

4. L'article 654 dudit code, modifié par l'article 36 de la loi 8 George V, chapitre 20, l'article 2 de la loi 14 George V, chapitre 84, l'article 16 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 10 de la loi 2 George VI, chapitre 103, l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 73, l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 69 et l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 70, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

Fils ou
filles de
proprié-
taires.

"10. Les noms et prénoms des fils ou filles de propriétaires qui remplissent les conditions prescrites à l'article 244;".

C. M.,
a. 689a,
am.

5. L'article 689a dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre

George V, chapitre 116, section 1; 22 George V, chapitre 103, section 5; 24 George V, chapitre 85, section 1; 25-26 George V, chapitre 24, section 2; 25-26 George V, chapitre 108, section 5; 1 George VI, chapitre 100, sections 1 and 2, and 5 George VI, chapitre 69, section 14, is again amended by adding thereto, after subparagraph d of paragraph 3 thereof, the following sub-paragraph:

"e. The approval of the Public Service Board may be substituted for the formalities required by this paragraph 3, in the case of a by-law to change the rate of compensation for water or for sewer service, if such by-law so orders."

Approval
of Public
Service
Board.

3. The said Code is amended by inserting, after article 484 thereof, the following article:

"484a. The municipal inspector may, in all cases where he deems it necessary, authorize the erection of snow guards along winter roads and on adjacent lands, but at suitable places and so as not to cause damage and so as to avoid, in so far as is possible, any inconvenience to the owners or occupants of such lands. In no case shall snow guards be placed in front of houses or other buildings or in front of yards, passageways or roads giving egress from such lands."

Snow
guards.

4. Article 654 of the said Code, as amended by the acts 8 George V, chapter 20, section 36; 14 George V, chapter 84, section 2; 18 George V, chapter 94, section 16; 2 George VI, chapter 103, section 10; 4 George VI, chapter 73, section 1; 6 George VI, chapter 69, section 6, and 6 George VI, chapter 70, section 2, is again amended by replacing paragraph 10 thereof by the following:

"10. The Christian names and surnames of the proprietors' sons or daughters who meet the conditions prescribed by article 244;".

Proprie-
tors' sons
or daugh-
ters.

5. Article 689a of the said Code, as enacted by the act 19 George V, chapter

M. C.,
art. 689a,
am.

93, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

Mention
de subro-
gation.

“Le fait que les taxes ont été payées par un tiers et que ce dernier est subrogé aux privilèges de la municipalité doit être noté dans les livres de la corporation et mentionné dans tout état fourni par un officier du conseil concernant les taxes dues par une personne ou grevant un immeuble. L'omission de cette mention rend la corporation responsable du préjudice en résultant pour une tierce personne sauf recours par la corporation contre l'officier en défaut.

Avis re-
quis.

Le tiers subrogé ne peut exercer les privilèges de la municipalité plus de trois ans après la date du paiement à moins qu'il n'ait, dans ce délai, donné avis écrit au secrétaire-trésorier de la municipalité, mentionnant le solde dû sur sa créance. Le secrétaire-trésorier est tenu de noter un tel avis dans les livres de la municipalité de la même manière que le paiement par subrogation et le délai de trois ans susmentionné recommence à courir à compter de la date de la réception, par le secrétaire-trésorier, d'un tel avis lequel peut être renouvelé.

Mention
non requi-
se après
trois ans.

Après trois ans de la date du paiement, la mention de taxes payées par subrogation n'est plus requise dans les états fournis par un officier du conseil à moins qu'un avis n'ait été reçu dans les trois ans précédents en conformité des dispositions ci-dessus.”

C. M.,
a. 700,
am.

6. L'article 700 dudit code, modifié par l'article 21 de la loi 19 George V, chapitre 88, l'article 1 de la loi 20 George V, chapitre 109 et l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 120, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Taxes sur
non-rési-
dents.

“Ces droits ou taxes peuvent être plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident depuis douze mois au moins, pourvu que les droits et taxes imposés aux personnes qui ne résident pas dans la municipalité ou qui y résident depuis moins de douze mois, n'excèdent pas les autres d'au-delà de cinquante pour cent.”

93, section 1, is amended by replacing the last sentence thereof by the following paragraphs:

“The fact that the taxes were paid by a third party and that the latter is subrogated in the privileges of the municipality must be noted in the books of the corporation and mentioned in every statement furnished by an officer of the council respecting the taxes owed by any person or affecting an immovable. The omission of such mention shall render the corporation liable for the prejudice caused thereby to a third person, saving its recourse against the officer in default.

Subroga-
tion to be
noted.

The third party with subrogation cannot exercise the privileges of the municipality more than three years after the date of payment unless, within such delay, he has given written notice to the secretary-treasurer of the municipality, mentioning the balance due on his claim. The secretary-treasurer must note such notice in the books of the municipality in the same manner as the payment with subrogation and the above-mentioned delay of three years shall begin to run again as from the date of the receipt, by the secretary-treasurer, of such notice, which may be renewed.

Notice
required.

After three years from the date of payment, mention of taxes paid with subrogation shall no longer be required in the statements furnished by an officer of the council unless a notice has been received within the preceding three years in accordance with the foregoing provisions.”

No men-
tion after
three
years.

6. Article 700 of the said Code, as amended by the acts 19 George V, chapter 88, section 21; 20 George V, chapter 109, section 1, and 21 George V, chapter 120, section 1, is again amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

C. M.,
art. 700,
am.

“Such dues or taxes may be higher for persons who have not resided twelve months in the municipality than for those who have resided at least twelve months therein, provided that the dues and taxes imposed on persons who do not reside in the municipality or who have resided therein for less than twelve months do not exceed the others by more than fifty per cent.”

Taxation
of non-
residents.

C. M.,
a. 735,
am.

7. L'article 735 dudit code, modifié par l'article 18 de la loi 18 George V, chapitre 94 et l'article 20 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Frais de
vente.

"Si aucune offre n'est faite pour un immeuble lors de la vente ajournée, les frais encourus sont exigibles de la corporation locale qui en a requis la mise en vente."

C.M.,
a. 783b, aj.

8. Ledit code est modifié en insérant après l'article 783a, édicté par l'article 23 de la loi 18 George V, chapitre 94, le suivant:

Protec-
tion con-
tre l'in-
cendie aux
frais de
partie de
municipi-
palité.

"783b. Le conseil peut décréter que les dépenses mentionnées à l'article précédent ainsi que les emprunts effectués pour les payer seront entièrement aux frais d'une partie de la municipalité qu'il détermine. Le règlement à cet effet doit être approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de telle partie de la municipalité qui ont voté et par le ministre des affaires municipales."

C.M.,
a. 830,
rempl.

Municipi-
palités
ayant
pouvoirs
de corpo-
rations de
comté

9. L'article 830 dudit code est remplacé par le suivant:

"830. Les corporations des municipalités locales suivantes possèdent les attributions et pouvoirs conférés aux corporations de comté, outre ceux donnés aux corporations locales, et elles ne font pas partie des municipalités de comté dans lesquelles elles sont situées:

Toutes les municipalités constituées et celles qui pourront l'être à l'avenir:

a) Dans l'Ile-aux-Coudres, comté de Charlevoix-Ouest;

b) Dans l'Ile-aux-Grues, comté de Montmagny;

c) Dans le comté de Saguenay, à l'est de la rivière Betsiamites."

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. Article 735 of the said Code, as amended by the acts 18 George V, chapter 94, section 18, and 5 George VI, chapter 69, section 20, is again amended by adding thereto the following paragraph:

M. C.,
art. 735,
am.

"If no offer is made for an immovable at the adjourned sale, the costs incurred shall be exigible from the local corporation which caused it to be put up for sale."

Costs of
sale.

8. The said Code is amended by inserting, after article 783a thereof, as enacted by the act 18 George V, chapter 94, section 23, the following article:

M. C.,
art. 783b,
added.

"783b. The council may order that the costs mentioned in the preceding article as well as the loans contracted to pay them shall be entirely at the charge of a portion of the municipality which it shall determine. The by-law to that effect must be approved by the majority of the electors who are property-owners of such portion of the municipality who have voted, and by the Minister of Municipal Affairs."

Costs
of fire
protection
charged to
part of
municipi-
pality.

9. Article 830 of the said Code is replaced by the following:

M. C.,
art. 830,
replaced.

"830. The corporations of the following local municipalities possess the attributes and powers conferred upon county corporations, in addition to those conferred upon local corporations, and they do not form part of the municipalities of the counties within which they are situated:

Municipi-
palities
having
powers of
county
corporations.

Every municipality already constituted or which may in future be constituted:

a. In Ile-aux-Coudres, in the county of Charlevoix-West;

b. In Crane Island, in the county of Montmagny;

c. In the county of Saguenay, east of the river Betsiamites."

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force